

Art. 3 - Le présent arrêté prend effet à compter du 27 janvier 2011 et sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 26 mars 2011.

*Le ministre des affaires religieuses*

**Laroussi Mizouri**

*Vu*

*Le Premier ministre*

**Beji Caïd Essebsi**

## **MINISTERE DE L'EDUCATION**

**Décret n° 2011-331 du 30 mars 2011, portant modification du décret n° 2007-2116 du 14 août 2007, portant création des instituts des métiers de l'éducation et de la formation et fixant leurs organisations et les modalités de leur fonctionnement.**

Le Président de la République par intérim,

Sur proposition du ministre de l'éducation,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 2007-69 du 27 décembre 2007,

Vu le décret n° 2007-2116 du 14 août 2007, portant création des instituts des métiers de l'éducation et de la formation et fixant leur organisation et les modalités de leur fonctionnement,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier - Sont abrogées les dispositions du paragraphe premier de l'article 26 du décret n° 2007-2116 du 14 août 2007 susvisé et remplacées comme suit :

Article 26 (paragraphe premier nouveau) - L'accès aux différents cycles de formation mentionnés à l'article 25 ci-dessus se fait par voie de concours sur épreuves, sur titres ou sur dossiers.

Art. 2 - Le ministre de l'éducation est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 30 mars 2011.

*Le Président de la République par intérim*

**Fouad Mebazaâ**

**Décret n° 2011-332 du 30 mars 2011, portant modification du décret n° 2001-1766 du 1<sup>er</sup> août 2001 portant statut particulier du corps des surveillants exerçant dans les lycées secondaires et les écoles préparatoires relevant du ministère de l'éducation.**

Le Président de la République par intérim,

Sur proposition du ministre de l'éducation,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 2007-69 du 27 décembre 2007,

Vu le décret n° 2001-1766 du 1<sup>er</sup> août 2001, portant statut particulier du corps des surveillants exerçant dans les lycées secondaires et les écoles préparatoires relevant du ministère de l'éducation.

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier - Sont abrogées les dispositions du paragraphe premier de l'article 9 et le paragraphe premier de l'article 15 du décret n° 2001-1766 du 1<sup>er</sup> août 2001 susvisé et remplacées comme suit :

Article 9 (paragraphe premier nouveau) - Les surveillants conseillers principaux sont recrutés parmi les candidats externes par voie de concours externe sur épreuves, sur titres ou sur dossiers, ouvert aux candidats ayant au moins la maîtrise en science de l'éducation ou en sociologie ou en psychologie sociale ou un diplôme admis en équivalence.

Article 15 (paragraphe premier nouveau) - Les surveillants principaux sont recrutés parmi les candidats externes par voie de concours externe sur épreuves, sur titres ou sur dossiers ouverts aux candidats titulaires au moins d'un diplôme du premier cycle de l'enseignement supérieur ou d'un diplôme admis en équivalence.

Art. 2 - Le ministre de l'éducation est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 30 mars 2011.

*Le Président de la République par intérim*

**Fouad Mebazaâ**